Ni putes, ni TDS

L'abolitionnisme, une exigence marxiste

La prostitution constitue depuis longtemps un point de fracture majeur au sein du mouvement féministe. Mais le clivage traditionnel entre abolitionnistes et réglementaristes connaît aujourd'hui une reconfiguration importante : la controverse porte de plus en plus sur les catégories mêmes à partir desquelles la prostitution est pensée et désignée. Ainsi, l'expression « travail du sexe » tend à se substituer, dans de nombreux espaces, à celle de « prostitution ». Or il ne s'agit pas d'un simple déplacement lexical. Ces deux catégories renvoient à des conceptions profondément différentes des rapports sociaux en général et du commerce du sexe en particulier, et traduisent des projets politiques radicalement antagonistes. Le glissement sémantique qu'opère l'expression « travail du sexe » a des implications politiques considérables, dans la mesure où il contribue à normaliser et légitimer le système prostitutionnel. Et cette offensive gagne du terrain, y compris là où on ne l'attendait pas : à gauche, où la défense du TDS est désormais investie, dans certains espaces, comme une position émancipatrice et progressiste.

Le TDS, cheval de Troie de la logique mercantile. A première vue, il peut sembler légitime de préférer le terme *TDS* à celui de *prostitution*. Face à l'image dépréciée de la prostituée, la *travailleuse du sexe* dessine la figure d'une femme libre et indépendante. Elle semble même promettre une prise de pouvoir symbolique : s'approprier son corps et sa sexualité, en tirer des revenus et affirmer son agentivité[1]. Dès lors, croyant ainsi défendre le respect des prostituées, leur autonomie et leur meilleure intégration au sein des luttes, des camarades reprennent ces termes sans distance critique et sans en interroger les présupposés. Il faut dire que les mots employés - *travailleuses* du sexe, *syndicat* du travail sexuel - semblent inscrire la prostitution dans la continuité des luttes ouvrières.

À cela s'ajoute l'attrait pour l'idée selon laquelle la légalisation permettrait de garantir des droits sociaux aux personnes prostituées et de réduire les violences auxquelles elles sont exposées. Si ces discours sont convaincants sur le papier, dans les faits, le bilan des pays qui ont fait le choix de la réglementation est tout autre. Loin de tenir ses promesses, ce modèle s'est traduit par des effets préoccupants, tant en matière de violences que d'explosion du marché prostitutionnel.

Et c'est là toute la force du *piège TDS* : en mobilisant un imaginaire et des revendications de gauche, il parvient à présenter comme émancipatrice l'extension de la logique marchande aux corps.

On attendait pourtant de camarades rompu·es au décryptage de la novlangue libérale qu'ils se méfient davantage de ce type de manœuvre rhétorique, qui opère un renversement du réel, en faisant passer la marchandisation des corps pour une forme d'émancipation. Parler de *TDS* est un dévoiement du langage qui invisibilise la violence, banalise la prostitution, normalise le « métier » et favorise le déni collectif. Cette trahison du réel par le discours empêche de penser la prostitution telle qu'elle est : un système d'exploitation déshumanisant. Par ailleurs, le langage étant performatif (il ne se contente pas de décrire le réel, il le façonne), substituer le terme de TDS à celui de prostitution transforme la manière dont cette réalité sociale est perçue, pensée et organisée. Cela contribue à la requalifier comme une simple activité professionnelle et à rendre pensable son organisation en marché.

Et l'efficacité du procédé est déconcertante. Habituellement critiques envers l'extension de la logique marchande aux rapports humains, des camarades en viennent à la défendre lorsqu'il s'agit de l'accès sexuel au corps d'autrui, sans y voir - semble-t-il - la moindre contradiction. Si la marchandisation des pratiques sociales leur est insupportable lorsqu'il s'agit de covoiturage (Blablacar), ils deviennent en revanche les porte-paroles zélés du marché dès lors qu'il s'agit d'organiser l'accès sexuel au corps des

[1] De l'anglais « *agency* » : capacité des individus à être acteurs (*agents*) de leur existence, à pouvoir agir sur eux-mêmes, sur les autres et sur leur environnement.

femmes. Au nom du *réel*, ils baissent les armes (ou plutôt les retournent) pour s'adapter aux *contraintes* capitalistes et en viennent, sous couvert de défense des prostituées, à promouvoir les bienfaits du marché. Ils délaissent ainsi l'horizon abolitionniste et, avec lui, l'extrapatrimonialité des individus (le fait qu'ils soient placés en dehors du marché). Plutôt que de remettre en cause le système prostitutionnel, ils souhaitent en aménager les conditions d'exercice. Négocier la longueur des chaînes plutôt que travailler à les briser.

La fable libérale de la prostitution choisie. Il est assez surprenant de voir des camarades reprendre avec zèle les élucubrations pro-TDS, sans s'apercevoir, semble-t-il, qu'elles reposent sur l'arsenal juridique et conceptuel libéral, contre lequel le mouvement ouvrier s'est historiquement battu. La défense du TDS s'appuie en effet sur une exaltation des libertés - individuelle, contractuelle, d'entreprendre -, soit précisément celles invoquées par la bourgeoisie capitaliste pour s'opposer aux conquêtes sociales. Les luttes du mouvement ouvrier ont au contraire consisté à fixer des limites à la prétendue liberté du travail et du commerce, pour imposer, par exemple, l'interdiction du travail des enfants, la limitation du temps de travail ou la liberté syndicale.

Cette conception de la liberté, appliquée au travail et au commerce, conduit à normaliser la prostitution, en la présentant comme un « travail comme un autre » et à revendiquer, par conséquent, son inscription dans le droit commun et sa pleine intégration au marché. Or la prostitution n'est précisément pas un travail comme un autre : dans le travail salarié classique, le capitaliste achète la force de travail du salarié pendant une durée déterminée, le travailleur reste propriétaire de sa personne. Dans la prostitution, la personne est à la fois prestataire de services et marchandise, son corps n'est pas seulement le support de l'activité, il est l'objet de la prestation, la marchandise elle-même. Une telle conception suppose de dissocier la personne de son propre corps (*j'ai* un corps et non pas *je suis* mon corps), pour pouvoir penser le corps des femmes comme extérieur à elles-mêmes, susceptible d'être mis à disposition et exploité. Adossé à une philosophie dualiste, le TDS pousse ainsi à l'extrême la logique capitaliste de réification des êtres humains : le corps est réduit à une source de profit. Dans cette perspective, les « clients » peuvent *consommer* des personnes prostituées dans le cadre d'une transaction présentée comme légitime, puisque relevant de la liberté contractuelle et de l'accord entre deux individus consentants.

C'est là qu'intervient la fable de la prostitution choisie. Les pro-TDS s'appuient sur une grammaire individualiste proche de la philosophie libertarienne[2], où les notions de choix et de consentement sont centrales et où la liberté contractuelle prime sur toute autre considération. En se focalisant ainsi sur le consentement individuel, ils présentent la transaction prostitutionnelle comme un rapport entre individus libres et égaux et occultent les rapports sociaux de domination et d'exploitation qui le structurent. Cette approche, qui dissocie le consentement du contexte dans lequel il est généré, individualise les trajectoires des personnes prostituées et consacre une fétichisation des choix individuels au détriment d'une compréhension structurelle du système prostitutionnel. Le choix peut être réel mais socialement contraint. Une conception matérialiste de la liberté ne se réduit pas à la possibilité de consentir, elle interroge les conditions économiques et sociales qui produisent les choix, ainsi que les effets de l'institution sur la société.

La thèse de la prostitution choisie opère par ailleurs un renversement de la responsabilité : en faisant de la personne prostituée l'agente première d'une transaction supposément libre, elle lui fait porter la responsabilité de sa propre exploitation. Surtout, cette fiction ne résiste pas à l'examen des trajectoires concrètes des prostituées. Peut-on parler de travail librement choisi, quand 80 à 90% des

[2] Notamment le principe d'auto-propriété (*self-ownership*) : chacun étant réputé propriétaire de son corps et de son travail, il serait libre de les mettre contractuellement à disposition, dès lors qu'il y consent

personnes prostituées souhaitent en sortir[3] ? Peut-on parler de consentement quand l'âge moyen d'entrée dans la prostitution est de 13-14 ans[4] ? Peut-on qualifier de choix des stratégies de survie, faites de dissociation, de déni et de mécanismes d'adaptation permettant de supporter des situations de violence et de contrainte répétées[5] ?

Not all whores ! Les pro-TDS construisent cependant l'essentiel de leur argumentation autour de témoignages de personnes qui revendiquent avoir librement choisi la prostitution, comme si l'existence de ces trajectoires suffisait à invalider toute analyse structurelle du système prostitutionnel. Une sorte d'équivalent fonctionnel du « *not all men !* ». Or, même en admettant l'existence de trajectoires dans lesquelles la prostitution est vécue comme un choix, leur existence ne suffit pas à trancher la question politique. D'une part, une approche féministe matérialiste conduit à déplacer le regard de la trajectoire individuelle vers les rapports sociaux dans lesquels s'inscrit cette pratique. D'autre part, le débat ne porte pas seulement sur la possibilité individuelle de consentir à la prostitution, mais sur la question plus fondamentale de savoir si tout ce qui peut être librement consenti doit pour autant pouvoir être acheté[6]. Le marché ne se contente pas d'organiser des échanges entre des sujets, il contribue à déterminer quelles activités peuvent être transformées en travail rémunéré, quels besoins peuvent devenir des marchandises et quelles dimensions de la vie peuvent être soumises à la logique de la valeur. La question n'est donc pas seulement de savoir si certaines femmes peuvent choisir la prostitution, mais ce que produit la transformation de cette possibilité individuelle en institution sociale et en marché.

Politiser la question prostitutionnelle : une domination de classe, de genre et de race. La position abolitionniste propose de dépasser cette approche morale et individualisante, qui réduit la prostitution à une affaire de choix personnel et tend ainsi à dépolitiser la question en évacuant - voire en invisibilisant sous des catégories psychologisantes - les conditions matérielles et les rapports sociaux qui structurent le système prostitutionnel[7].

La prostitution est un système d'exploitation sexuelle et économique très lucratif[8] qui touche de manière disproportionnée des femmes et des enfants en situation de précarité et principalement issus de pays du Sud global. Cette géographie de la prostitution témoigne de l'imbrication des rapports sociaux de classe, de genre et de race : le marché prostitutionnel ne met pas en relation des individus égaux, il est socialement et racialement polarisé. Par ailleurs, le système prostitutionnel s'est parfaitement intégré aux dynamiques capitalistes. Sous l'effet de la mondialisation, il s'est articulé aux flux économiques et migratoires et à la division internationale du travail, jusqu'à former une véritable chaîne de valeur transnationale. Dans les pays du Sud global, les femmes et les enfants sont devenus de nouvelles *matières premières* captées par des réseaux qui les déplacent vers les marchés où la demande est solvable. En sens inverse, le tourisme sexuel prolonge les rapports de domination issus

[3] 5e rapport mondial sur l'exploitation sexuelle « Système prostitutionnel : nouveaux défis, nouvelles réponses », Fondation Scelles, 2019
[4] Rapport de la fondation Scelles - 2012
[5] Daria Khovanka, *La théorie du choix dans la prostitution* : « *Quand tu subis de façon répétée des relations sexuelles sans désir et contraintes par l'argent, ton cerveau et ton corps se déconnectent[5]. La drogue et l'alcool sont une constante pour supporter ce qu'on vit. On a peur d'être une victime car on est dans un monde où on doit survivre. Je me suis raccrochée à cette image de femme libre, forte et indépendante que je m'étais construite mais qui n'était pas la réalité. Ça s'appelle le déni. Quand je suis sortie de tout ça, ça a été un long parcours pour déconstruire ce que j'avais mis en place pour me protéger et admettre que ce que j'avais vécu c'était de la violence. Je comprends les personnes qui sont dedans et trouvent violent qu'on leur dise que ce qu'elles vivent c'est de la violence. Ça me rend malade quand je débats et qu'on me dit 'il faut écouter les concernées'. Je sais pourquoi elles disent ce qu'elles disent. Je n'en voudrais jamais à une personne qui est dans la prostitution de tenir ce discours parce que ça a à voir avec la survie. Par contre ceux qui relaient autour, posez-vous les bonnes questions ».*
[6] Si l'on admettait que tout puisse être librement consenti et faire l'objet d'un contrat, il deviendrait difficile de justifier juridiquement des interdictions comme l'esclavage volontaire, la servitude pour dettes ou la vente d'organes
[7] C'est précisément le geste politique de Josephine Butler lorsqu'elle lance le combat abolitionniste, à la fin des années 1860 en Angleterre : rompant avec l'approche morale qui prévalait alors, elle déplace le regard vers les rapports sociaux de domination et d'exploitation. Les prostituées ne sont plus appréhendées à partir de leur supposée immoralité, mais à partir de la position qu'elles occupent dans un système traversé par des rapports de pouvoir économiques, sociaux, politiques et médicaux.
[8] La prostitution est le 3e *secteur* le plus lucratif, après le trafic d'armes et le trafic de drogue, avec des taux de profit de plus de 1000%.

du colonialisme, les réseaux d'exploitation profitant de l'extrême pauvreté dans certains pays pour satisfaire la demande exponentielle de touristes occidentaux, dont les imaginaires racistes transforment des corps toujours plus jeunes en marchandises *exotiques*. Le système prostitutionnel actuel incarne ainsi un nouveau stade du capitalisme, marqué par une extension sans précédent du règne de la marchandise, dans lequel les rapports de domination de classe, de genre et de race sont à la fois reproduits et mis au service de l'accumulation capitaliste.

La fabrique des prostituées, une violence structurelle. La violence est intrinsèque au système prostitutionnel : à la fois facteur d'entrée[9], mode de fonctionnement et conséquence, elle traverse la majorité des trajectoires. Fondamentale au développement des marchés d'exploitation sexuelle, largement structurés par le crime organisé, elle constitue l'un des principaux moyens par lesquels les proxénètes recrutent, contrôlent et maintiennent les personnes dans l'activité. La violence participe directement au processus de marchandisation des corps, puisqu'elle permet de transformer des personnes en marchandises sexuelles et de les rendre fonctionnelles pour une industrie qui exige une disponibilité totale des corps. En retour, l'objectification des prostituées, conjuguée à l'effet de déresponsabilisation opéré par la transaction financière, favorisent des comportements toujours plus violents de la part des clients. Enfin, les conséquences sur la santé physique et mentale des prostituées sont profondes et largement documentées : stress post-traumatique, dissociation, hypervigilance, dépression... Dès lors, prétendre réguler la violence et l'exploitation par la reconnaissance juridique de la prostitution revient à traiter comme des dérives des phénomènes structurels du système - ce qui n'est pas sans rappeler l'inanité des appels à réguler les « excès » du capitalisme.

Penser en matérialiste conséquent : la légalisation à l'épreuve des faits. En Europe, des modèles antagonistes ont été mis en œuvre - de l'abolitionnisme suédois au réglementarisme allemand - et plusieurs années de recul permettent d'en examiner les effets. Dans les pays ayant adopté une approche réglementariste, comme les Pays-Bas, l'Allemagne ou la Suisse, la légalisation s'est accompagnée d'une industrialisation de la prostitution et du proxénétisme, ainsi que d'une hausse de la traite à des fins d'exploitation sexuelle[10]. L'Allemagne, qui a reconnu la prostitution comme une activité professionnelle en 2002, est ainsi devenue en quelques années « le bordel de l'Europe »[11], avec un nombre de personnes prostituées évalué entre 250 000 et 400 000 (contre environ 40 000 en France). La dépénalisation du proxénétisme y a également entraîné une forte hausse du trafic d'êtres humains[12], car paradoxalement, si la légalisation encourage le développement des réseaux légaux, elle favorise aussi l'essor de réseaux clandestins, qui proposent tout ce que la régulation étatique interdit (exploitation sexuelle des enfants, sévices non consentis...). L'idée selon laquelle la légalisation permettrait de mieux lutter contre la traite se heurte ainsi aux faits, mais également à une contradiction fondamentale : puisque la prostitution est le principal débouché de la traite des êtres humains (deux tiers des victimes de la traite le sont à des fins d'exploitation sexuelle[13]), prétendre combattre la traite sans agir sur le marché qui l'alimente est parfaitement inconséquent.

Par ailleurs, la légalisation n'a manifestement pas garanti un accès effectif aux droits et aux soins, ni enrayé les violences, qui ont au contraire augmenté de manière alarmante. Seules 28 280 personnes sont officiellement déclarées comme prostituées[14], tandis que la majorité des femmes employées dans les *Eros centers* n'ont ni assurance maladie, ni contrat de travail. Plus largement, la levée de l'interdit

[9] Les violences subies antérieurement (viol, inceste, violences intrafamiliales…) sont un facteur prédisposant : 80 à 95% des prostituées rapportent avoir subi des violences avant l'entrée dans la prostitution, selon le Parlement européen.
[10] Etude *Does Legalized Prostitution Increase Human Trafficking?* Cho, Dreher, Neumayer, 2013
[11] Le magazine Der Spiegel titrait déjà en 2013 « *Bordell Deutschland* »
[12] Certaines estimations font état d'une hausse de 70% du trafic d'êtres humains : Courrier international, *Allemagne. Prostitution : les dérives de la libéralisation,* 2013.
[13] Eurostat - chiffres 2022
[14] Selon l'Office fédéral des statistiques, Destatis

symbolique entourant la prostitution semble avoir contribué à banaliser certaines formes d'exploitation. Dans ce contexte, les offres commerciales des bordels et les exigences des clients, désormais confortés dans la légitimité de leurs pratiques, ont donné lieu à une surenchère effrénée : forfaits *all inclusive*, *sex-trem parties*, *drive-in*, etc. Le bilan humain est tel que l'Allemagne envisage depuis plusieurs années de faire marche arrière[15].

Le danger du TDS comme revendication politique. La défense de l'idée selon laquelle la prostitution serait « un travail comme un autre » ne porte pas seulement sur le statut des personnes qui l'exercent, elle tend à normaliser une institution et un marché traversés par des rapports de domination. Légaliser un marché ne supprime pas ces rapports : l'industrie sexuelle légale dans les pays réglementaristes comporte toujours des propriétaires et des intermédiaires qui captent une (très) grande partie de la valeur, une main-d'œuvre précaire et vulnérable, des migrations économiquement contraintes, une forte division sexuelle du travail et une demande masculine structurante. Reconnaître la prostitution comme un travail ne suffit donc pas à abolir les rapports de domination qui la traversent ; la légalisation peut au contraire stabiliser et institutionnaliser le marché, sans transformer les rapports sociaux qui produisent la vulnérabilité sur laquelle il repose.

Ces rapports ne sont d'ailleurs pas de simples effets contingents du marché : ils s'inscrivent dans la fonction historique de la prostitution au sein de l'ordre social sexuel. En tant que dispositif structurel de régulation du corps des femmes, la prostitution contribue à reproduire la domination masculine et à organiser la contrainte exercée sur les femmes à travers leur corps. Reconnaître le TDS reviendrait à institutionnaliser davantage les rapports d'exploitation sexuelle qui structurent la prostitution et à naturaliser les rapports sociaux qui la rendent possible. La question dépasse donc la seule protection des personnes concernées : en plus de prévenir l'exploitation des plus vulnérables, il s'agit d'empêcher que le marché ne redéfinisse ce qui peut légitimement faire l'objet d'un échange, jusqu'à faire du corps humain lui-même une marchandise.

L'enjeu n'est donc pas seulement de savoir si certaines femmes peuvent choisir la prostitution, mais ce que produit socialement la possibilité d'acheter l'accès au corps d'autrui. La critique abolitionniste ne consiste pas à nier les choix individuels, mais à refuser d'en faire le fondement d'une politique qui contribuerait à institutionnaliser et généraliser la marchandisation du corps des femmes. Elle vise à empêcher que la liberté contractuelle ne devienne l'instrument par lequel les rapports de domination et la valeur marchande s'imposent jusque dans les dimensions les plus intimes de l'existence. Il ne s'agit donc pas d'aménager les conditions d'existence du système prostitutionnel, mais de transformer les rapports sociaux qui le rendent possible.

Pour un abolitionnisme marxiste. L'abolitionnisme réformiste - qui entend abolir la prostitution dans le cadre du capitalisme - n'est qu'un abolitionnisme de façade, incapable de produire une véritable transformation sociale sur la question de la prostitution. Un abolitionnisme conséquent doit nécessairement s'inscrire dans une perspective communiste, décoloniale et féministe.

La lutte contre la traite et le tourisme sexuel ne peuvent se limiter à une approche répressive mais doivent s'inscrire dans un internationalisme décolonial, qui combat l'impérialisme guerrier et le pillage des pays du Sud global (échange inégal, politiques d'ajustement structurel, dettes illégitimes, accaparement des terres par des multinationales...). Elle doit aussi s'articuler à un « internationalisme domestique »[16], qui combat le racisme systémique intérieur, soit l'ensemble des mécanismes de reproduction sociale qui maintiennent les descendant·es des populations colonisées (ou perçu·es comme tel·les) dans des positions subalternes au sein des rapports de production.

[15] Le Monde, L'Allemagne ne veut plus être « le bordel de l'Europe », 2014
[16] Houria Bouteldja, Pour un internationalisme domestique (Une histoire de l'Europe décoloniale et des peuples sans Etats, 2016)

La lutte contre le capitalisme doit, au-delà de la socialisation des moyens de production, s'accompagner d'une réflexion et d'une transformation du travail dans une perspective féministe. Retirer aux capitalistes leur monopole sur la définition du travail et de la valeur[17] - déterminés selon les seuls critères de rentabilité et de maximisation du profit, au mépris de l'utilité sociale de ce qui est produit et désormais aux dépens de la survie de l'humanité -, doit aller de pair avec une conception subversive du travail. Il s'agit de rompre avec la subordination de la reproduction sociale[18] à la production marchande, matrice centrale de l'oppression de genre, et de transformer conjointement les rapports de production et les rapports de reproduction.

Contre le capital, qui cherche à étendre son emprise à tous les domaines de la vie, à monétiser la totalité des rapports sociaux et à marchandiser l'entièreté du vivant, la classe laborieuse doit conquérir la souveraineté sur la production afin de décider de ce qui relève ou non du travail et de la valeur économique. Ce faisant, elle aura la responsabilité d'en exclure catégoriquement tout ce qui a trait à la réification des êtres humains et à l'exploitation des corps, au premier rang desquels la prostitution.

Par : Jess

[17] Dans la vision capitaliste du travail, n'est reconnu comme travail productif que ce qui met en valeur du capital.

[18] La *reproduction sociale* désigne l'ensemble des activités nécessaires à la reproduction quotidienne et générationnelle de la force de travail et, plus largement, à la reproduction de la vie sociale : travail domestique, soins, éducation, alimentation, entretien des personnes et des espaces de vie, etc. La théorie de la reproduction sociale montre que ces activités, largement prises en charge par les femmes et non rémunérées (ou sous-rémunérées, dans la sphère dite productive) constituent une condition indispensable au fonctionnement de la production capitaliste, tout en étant historiquement séparées de celle-ci, dévalorisées et invisibilisées. Cette séparation entre sphères de production et de reproduction s'est construite à travers la naturalisation du travail domestique et reproductif, assimilé à une « disposition féminine » ou à une activité réalisée par amour, plutôt que reconnu comme du travail.